

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 14 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **ALLO EPAVE SERVICE**

RN 543 Le petit péage  
13240 Septèmes-les-Vallons

Références : D- 0473-AIX-2024

Code AIOT : 0006400558 (Référence à rappeler dans toute correspondance)  
SPR/PM/N°759/2024

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 sur un terrain servant d'entreposage à environ 700 véhicules hors d'usage, sis quartier la colle d'Argême 13 480 Cabries loué par la société ALLO EPAVES SERVICES implantée RN 543 Le petit péage 13240 Septèmes-les-Vallons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALLO EPAVES SERVICES
- RN 543 Le petit péage 13240 Septèmes-les-Vallons
- Code AIOT : 0006400558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation qui stocke des véhicules usagés sans l'enregistrement et l'agrément requis pour ce type d'activité.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement des prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure N° 2023-19-D et N° 2023-20-D du 24 février 2023.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Régularisation administrative	Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-20-D du	/	Suppression Travaux d'office	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		24/02/2023, article 1			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration GERP	Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-19-D du 24/02/2023, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un nombre considérable de véhicules hors d'usage (VHU) a été constaté le jour de l'inspection. Environ 700 VHU sont entreposés sur un terrain sans revêtement étanche sur une superficie d'environ 17 000 m<sup>2</sup>. Par conséquent les fluides des véhicules usagés peuvent engendrer une pollution des sols et de la nappe phréatique.

L'exploitant n'a donc pas respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-20-D du 24/02/2023 relatives à la régularisation administrative du site (dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement sous 6 mois ou évacuation des VHU présents et remise en état du site sous 3 mois ).

Par courrier du 12 février 2024, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il restait à cette date 250 véhicules hors d'usage.

Dans ce contexte, les services de l'Inspection proposent à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône les sanctions administratives suivantes :

- une suppression d'activité suite au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné ;
- une mise en demeure de procéder à l'enlèvement des véhicules ou épaves, pièces détachées et accessoires associés à centre VHU agréé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-19-D du 24/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le 31/03/2023 l'exploitant entreprend la télédéclaration sur le site GERE pour l'année 2022 du suivi des pollutions émises et déchets reçus et générés par les activités de son installation conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé sa déclaration GERE pour l'année 2022. Transmission de l'accusé de déclaration en date du 17 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-20-D du 24/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation activité
<b>Prescription contrôlée :</b> En application des articles L.171-7 et L.541-3 du code de l'environnement, la société AES, exploitant une installation d'entreposage, démontage et dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de Cabries est mise en demeure de régulariser sa situation administrative et la gestion des déchets qu'elle détient : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement et un dossier de demande d'agrément en préfecture,</li><li>• soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévu à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.</li></ul> Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître la ou les options retenues pour satisfaire à la mise en demeure;</li><li>• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit dans le délai de 3 mois un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;</li><li>• Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et d'un dossier de demande d'agrément, ces derniers doivent être déposés dans un délai de 6 mois.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fait connaître à l'administration dans le délai imparti l'option choisie pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2023 (dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement ou cessation d'activité). Le jour de l'inspection, il est constaté la présence sur le site d'environ 700 véhicules hors d'usage. Le terrain n'est pas revêtu d'un sol étanche, des flaques d'eaux pluviales sont présentes. Le terrain est clos et borduré par de la végétation sur 3 côtés non débroussaillés. On observe l'implantation d'un poteau incendie contrôlé par Eurofeu le 27/01/2023 qui dispose d'un débit de 64 m <sup>3</sup> /h. Sur la base de ces constats, l'exploitant n'a pas satisfait à la mise en demeure du 24 février 2023 susmentionnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suppression – Mise en demeure déchets

